Zeitschrift: La Croix-Rouge suisse
Herausgeber: La Croix-Rouge suisse
Band: 77 (1968)
Heft: 4

Artikel: Population et nutrition en l'an 2000
Autor: Gindertael, Jean-Michel van
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-683854

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Population et nutrition en l'an 2000

Jean-Michel van Gindertael

Chaque époque ne vaut que par les hommes qui la vivent. Et l'an 2000, dont à peine trente-deux ans nous séparent, sera essentiellement marqué par l'accroissement sensible de la famille humaine puisque les trois milliards et demi que nous sommes aujourd'hui se retrouveront peut-être deux fois plus nombreux.

Ce n'est certes pas la première révolution démographique dans l'histoire humaine — songeons par exemple au peuplement des terres vierges de l'Amérique du Nord et de la Sibérie à l'époque contemporaire ou, inversement, au vide spectaculaire provoqué par la peste noire au Moyen Age. Mais c'est la première fois que tous les hommes, où qu'ils vivent, se sentent également concernés.

Peut-être cette solidarité est-elle née à rebours, face au danger de destruction massive par l'arme thermonucléaire. Peu importe; elle est essentielle, que le genre humain soit à la veille de se détruire ou, au contraire, de se multiplier.

L'accroissement de la population mondiale se poursuit depuis des siècles, mais à un rythme désormais accéléré. Il n'y avait, pense-t-on, que deux ou trois cents millions d'âmes au début de l'ère chrétienne. Il fallut attendre seize siècles, c'est-à-dire la Renaissance, pour doubler ce chiffre. Mais le monde passait le cap du milliard dès 1850, celui des deux milliards vers 1930, et continue de plus en plus vite sur une lancée qui, aux yeux de beaucoup, apparaît folle et désaxée, car la Terre ne peut évidemment pas nourrir un nombre infini de bouches; déjà, en 1968, l'abondance, voire la suralimentation, n'est le fait que de quelques pays privilégiés.

On a peut-être tort de poser le problème de cette manière. Il n'est certes nullement prouvé que notre planète ne puisse pas nourrir une population beaucoup plus nombreuse. L'économiste britannique Colin Clark a même déclaré que 45 milliards de personnes pourraient, avec l'aide de la science et de la technologie, obtenir les acides aminés nécessaires à leur nutrition. Ce chiffre est évidemment contesté par d'autres autorités, car une explosion démographique de cet ordre ne nécessite pas seulement la culture intensive de toutes les terres disponibles: il en faut d'autres, improductives du point de vue agricole, pour créer de nouvelles villes, de nouvelles routes, bref tous les attributs qui font que «l'homme ne vit pas seulement de pain». Dans beaucoup de pays encore, la densité du peuplement est insuffisante pour permettre une exploitation rationnelle des ressources agricoles. A noter d'ailleurs que ce ne sont pas toujours les pays les plus peuplés qui présentent les déficits nutritionnels les plus marqués: la malnutrition est très fréquente en Nouvelle-Guinée par exemple (un habitant au kilomètre carré) et assez répandue en Amérique du Sud et en Afrique, où la densité de la population est généralement faible. Inversement, des pays extrêmement denses comme les Pays-Bas et la Belgique ne souffrent d'aucun déficit nutritionnel.

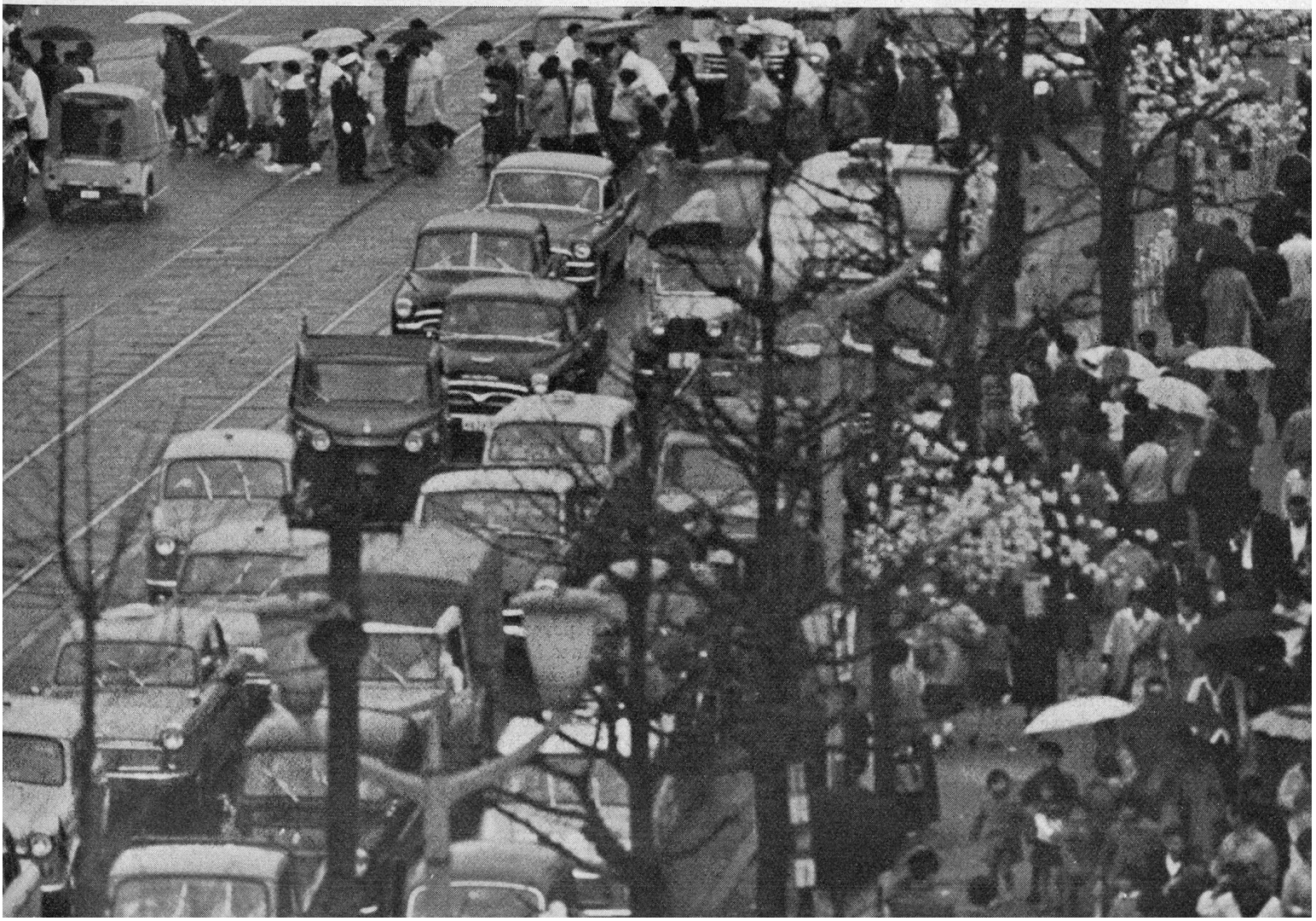
L'équation du «surpeuplement» et de la faim ne prend en effet tout son sens que si l'on fait intervenir d'autres facteurs essentiels tels que le développement économique, l'éducation, le climat, la nature du sol. Il y a l'exemple des pays industrialisés qui se nourrissent convenablement à partir d'aliments produits en grande partie ailleurs que chez eux. Mais lorsque l'Inde doit subvenir aux besoins de sa population par d'énormes achats de blé à l'étranger, c'est autant de devises qui manqueront au développement de son infrastructure industrielle et agricole et retarderont d'autant le progrès vers l'indépendance économique à l'égard de l'étranger. Il est vrai que cette indépendance est tout autant freinée par des tabous religieux, voire par la négligence (destruction d'une partie des récoltes par les rats).

L'éducation joue un rôle non moins important. Trop souvent, la malnutrition, voire la faim, sévissent là où elles ne devraient pas, en principe, apparaître. Et lorsque des interdits locaux écartent la consommation des œufs, du poisson, de certaines viandes, on recourt à d'autres produits alors même que leur faible teneur en vitamines, en fer et en acides aminés n'apporte pas à l'homme les nutriments qui lui sont nécessaires. Très souvent, ces carences aggravent l'état des malades déjà anémiés par certaines maladies parasitaires telles que la bilharziose et l'ankylostomiase.

En Afrique, par exemple, c'est le kwashiorkor ou malnutrition protidique et le marasme qui constituent les carences alimentaires les plus répandues. Il arrive que 30 % des enfants en présentent les signes dans les semaines qui suivent le sevrage. C'est par milliers que l'on compte les décès chaque année.

Heureusement, si nous nous en tenons à l'an 2000, avec une population de six ou sept milliards d'habitants, le défi pourrait être relevé. Mais même ainsi, l'ensemble des aliments que nous produisons aujourd'hui dans le monde devrait être augmenté de 170 %, les aliments d'origine animale de 200 % pour le monde entier, de 500 % (c'est-à-dire sextuplés) si l'on entend la seule production des pays en voie de développement où se trouvent actuellement concentrées les carences dans la nutrition.

Il faudrait certes — mais y parviendra-t-on jamais? — que le commerce mondial soit redistribué d'une manière telle qu'il n'existerait plus de pays «riches» et de pays «pauvres». Au moins, un premier pas serait franchi si les consommateurs acceptaient de changer en partie leurs habitudes. Les gouvernements, de leur côté, seraient en mesure d'intervenir utilement en subventionnant certains produits nutritifs riches en protéines: tourteaux d'arachide, de coton, et même résidus industriels déjà utilisés à l'état brut pour l'alimentation du bétail mais qui seraient spécialement traités en vue de l'alimentation humaine.



Il convient donc de faire montre d'un optimisme mesuré. Certains acides aminés peuvent d'ores et déjà faire l'objet d'une production synthétique, d'ailleurs restreinte, mais il s'en faut encore de beaucoup que l'on puisse utilement les incorporer dans n'importe quelle espèce de diète.

On a aussi étudié la possibilité d'utiliser le plancton et les algues marines, des levures, des bactéries protéinogènes sur milieu à base de pétrole. De même, les possibilités de l'élevage marin sont considérables. Au cours d'une récente conférence internationale sur le développement, on a par exemple proposé de créer des viviers où l'alevin serait protégé contre ses prédateurs et nourri jusqu'à ce qu'une robustesse suffisante lui confère l'autonomie. Il serait alors libéré sur les bancs de pêche. Comme ceux-ci sont communs aux pêcheurs de toutes les nations dès lors que l'on quitte les eaux internationales, tout repeuplement systématique des lieux de pêche devrait s'effectuer dans le cadre international.

Certains ont même affirmé à cette conférence que le lit de la mer, qui constitue une vaste masse de compost, pourrait être hersé au moyen d'un équipement télécommandé ou pneumatique — l'air comprimé remuant le sédiment, ce qui ferait remonter les riches éléments nutritifs dans les couches exploitables.

Nourrir n'est d'ailleurs qu'une formule de style. Il faut aussi loger l'homme, l'éduquer, le soigner. Il faut lui donner les moyens de vivre et aussi des raisons de vivre. Peut-être est-ce encore possible dans un monde de sept milliards, comme le serait celui de l'an 2000. Mais cet espoir s'évanouirait définitivement si l'impitoyable progression géométrique se poursuivait en rassemblant une douzaine de milliards d'êtres humains quarante ans plus tard, c'est-à-dire à une époque que nos enfants pourraient personnellement connaître.

La raison conçoit mal pareilles perspectives qui, pour beaucoup demeurent dès lors des abstractions. On aimerait croire qu'un deus ex machina providentiel ralentira l'expansion démographique au cours des prochaines décennies, et on l'imagine d'autant plus volontiers que la natalité des pays développés est ordonnée aux Etats-Unis, mesurée en France, faible et insuffisante en Hongrie ou en Belgique. Il semble bien que l'accroissement démographique des pays industrialisés se soit stabilisé lorsque ces pays ont atteint un certain niveau de développement économique et un certain bien-être social. Or, par une fatalité aveugle, c'est justement là où les conditions de vie sont précaires — dans les pays en voie de développement — que l'inflation des naissances bat son plein.

Les sociologues ont cherché des explications. La plus vraisemblable tient dans l'amélioration progressive de la santé de l'homme depuis un siècle. Cette amélioration ne reflète pas seulement le progrès de la médecine, mais peut-être plus encore celui des conditions générales d'hygiène, depuis la pureté de l'eau jusqu'aux conditions de travail dans les usines, sans oublier la part essentielle de l'école, obligatoire pour tous les enfants. Car nous ne connaissons pas, faute de statistique, l'étendue des ravages de la mortalité infantile et de la mortalité maternelle jusqu'à l'aube du XXe siècle. Mais nous savons que, même dans l'Europe relativement développée d'alors, il était «normal» que trois ou quatre enfants d'une famille de six ou sept frères et sœurs meurent en bas âge. D'autre part, dans une économie où le travail des enfants était parfaitement licite et exploité sans vergogne aucune — relisons Dickens —, la famille nombreuse constituait la première ébauche d'une sécurité sociale qui n'avait pas encore vu le jour sur le plan officiel. Les exploitations agricoles, évidemment non mécanisées, avaient besoin d'une vaste main-d'œuvre. Et dans les villes, l'apprentissage tenait lieu d'école et déchargeait au plus tôt le père de famille de ses responsabilités matérielles.

Si ce type de société a pratiquement disparu dans les pays développés, il n'en est pas de même dans le Tiers Monde qui tente désespérément de rattraper les cent ans d'avance que l'industrialisation, alliée à une justice sociale toujours plus grande, a fait gagner à l'Amérique du Nord, à l'Europe, à l'URSS, au Japon et à l'Océanie. Or, tant que cette industrialisation ne les atteint pas, les pays en voie de développement s'en tiennent au schéma familial traditionnel, même à une époque où chaque nouveau-né a, chez eux aussi, de meilleures chances de vivre toute sa vie d'homme.

Il est évidemment heureux que la mortalité infantile soit en régression et il faudra veiller, au cours des prochaines décennies, à ce que la santé soit vraiment égale pour tous les peuples, ce qui est encore loin d'être le cas. Il demeure cependant que la médecine a une marche d'avance sur l'économie et que cet écart, s'il persiste, ira au détriment de l'une comme de l'autre.

Il a fallu que l'Inde parcoure toute son histoire, des origines à nos jours, pour atteindre le demi-milliard d'habitants. Mais il ne lui faudra que trente ans, d'ici la fin du siècle, pour qu'elle y ajoute un autre demi-milliard, au rythme actuel de son accroissement démographique. Imagine-t-on la somme d'investissements nécessaires pour que ce pays mette sur pied une économie viable dont le produit national pourra être réinvesti sous forme de logements, d'écoles, d'hôpitaux, de routes, à l'intention d'une population deux fois plus nombreuse? Même si toute l'aide des pays industrialisés se concentrait sur la seule Inde, à l'exclusion de tout autre Etat, les nouvelles ressources ainsi créées resteraient en-deçà des besoins existants.

Faut-il moins d'enfants? Certains pays affirment que oui, en ce qui les concerne. Pour d'autres pays, où la pyramide démographique se trouve déjà dangereusement déformée et où les progrès de la recherche médicale en étalant l'âge moyen de l'individu risquent de l'inverser complètement, il en faudrait au contraire davantage. Ici, l'on prône le contrôle des naissances, là on y est hostile, et dans un troisième pays indifférent. Il est bien évident que les solutions ne peuvent pas, au moins en 1968, se concevoir à l'échelle globale.

On doit espérer que les progrès de la science résoudront au fur et à mesure les pressions que l'accroissement de la population engendre d'ores et déjà dans nombre de pays en voie de développement. L'an 2000 s'annonce difficile, d'autant plus que cette marche démographique s'accompagne d'une inexorable — et sous de nombreux rapports déplaisante — urbanisation d'au moins les deux tiers de l'humanité. Nul doute que pour la santé aussi il y aura encore bien des déboires et peut-être même bien des reculs. Raison de plus pour l'homme de mettre tout son savoir et toute son énergie pour que la science tienne, d'ici là, ses promesses et nous aide à gagner cette course singulière contre la montre.

(Documentation OMS)